

La guerre du Golfe, le conflit en Yougoslavie, le coup d'État en Haïti et la série de crises en Union soviétique nous rappellent avec force, et souvent de manière sanglante, la nécessité d'instituer un nouveau cadre international de stabilité afin de combler le vide stratégique laissé par la fin, bienvenue, de la Guerre froide.

Or, il ne saurait y avoir de nouvelle stabilité sans un élargissement du concept de sécurité. Le Canada englobe dans la notion de «sécurité coopérative» les menaces militaires traditionnelles, mais aussi d'autres problèmes, dont bon nombre n'ont aucune dimension militaire directe.

En acceptant cette notion élargie de la sécurité, le Canada sera plus dynamique et plus actif dans l'élimination des menaces transnationales à la sécurité, par exemple la prolifération des armements, le trafic de drogues, le terrorisme et les migrations clandestines. Il faut gérer ces menaces si nous voulons éviter qu'elles ne débouchent sur des interventions militaires. Nous sommes convaincus que l'adoption de régimes et l'institution de dialogues en matière de sécurité coopérative régionale - de l'Europe au Moyen-Orient, et dans le Pacifique - à partir d'une plus grande confiance et d'une meilleure compréhension, peuvent réduire le nombre et la gravité des menaces pesant sur la sécurité mondiale et accroître notre capacité de prévenir et de gérer les conflits.

Et le Canada est présent partout - à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), à la phase multilatérale prochaine des pourparlers sur le Moyen-Orient et au sein de la communauté du Pacifique - où on se penche avec plus d'attention qu'auparavant sur la nécessité d'un meilleur dialogue et d'institutions plus efficaces.

Le Canada et d'autres pays reconnaissent aussi qu'il faut relever de toute urgence le défi des changements climatiques et des problèmes environnementaux planétaires qui en découlent, et penser déjà aux conséquences à long terme qu'ils peuvent avoir sur le plan de la sécurité. Nous devons également parer aux causes sous-jacentes qui engendrent le cercle vicieux de la croissance démographique débridée, du sous-développement et des migrations de masse.

Sur le plan de la sécurité militaire, l'initiative annoncée en février par le Premier ministre dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement a placé le Canada à l'avant-scène des efforts déployés par la communauté mondiale pour mettre un terme à la prolifération des armes de destruction massive et à la constitution d'arsenaux conventionnels excessifs. Ces idées, que certains pays et commentateurs ont d'abord jugées trop radicales et irréalistes, s'imposent, à peine dix mois plus tard, de façon remarquable et donnent le ton. Le Canada continuera de jouer un rôle très dynamique au sein d'organisations aussi diverses que les Nations Unies, l'Organisation des États américains (OEA), la CSCE, l'OTAN et le G-7